

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**ASSOCIATION PARITAIRE NATIONALE D'INFORMATION ET
D'INNOVATION (APNI)**
79 rue de Monceau
75008 PARIS

ASSOCIATION PARITAIRE NATIONALE D'INFORMATION ET D'INNOVATION (APNI)

Siège social : 79 rue de Monceau - 75008 PARIS

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Mesdames, Messieurs,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association APNI relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion***Référentiel de l'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérification des documents adressés aux administrateurs

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux administrateurs sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relative aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des comptes ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent des erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévue de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

6 - Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 11 juin 2024

Le Commissaire aux Comptes

NSK AUDIT



Manuel Navarro

Comptes annuels

Association Paritaire Nationale d'Information et
d'Innovation

31/12/2023

Ce document contient 22 pages





Association Paritaire Nationale d'Information et d'Innovation

Période du 01/01/2023 au 31/12/2023 (Bilan)

Sommaire

0.1	Bilan Actif	3
0.2	Bilan Passif	4
0.3	Compte de résultat	5
0.4	Annexe aux comptes annuels	7

Association Paritaire Nationale d'Information et d'Innovation

Actif			Au 31/12/2023			Au 31/12/2022	
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net		
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	81 767	72 030	9 736	32 484	
		TOTAL	81 767	72 030	9 736	32 484	
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Inst.techniques, mat.out.industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	7 848	5 461	2 386	5 002	
		TOTAL	7 848	5 461	2 386	5 002	
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres	50		50	50	
		TOTAL	50		50	50	
	Total I		89 665	77 491	12 173	37 537	
	Actif circulant	Stocks et en cours					
		Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	80 827 313		80 827 313	33 525 346
TOTAL			80 827 313		80 827 313	33 525 346	
Divers		Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	73 841 509 2 245		73 841 509 2 245	120 377 201 10 564	
		Total II		154 671 068		154 671 068	153 913 112
		Frais d'émission des emprunts III Primes de remboursement des emprunts IV Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		154 760 733	77 491	154 683 241	153 950 650		
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)						

Association Paritaire Nationale d'Information et d'Innovation

Passif		Au 31/12/2023	Au 31/12/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	9 000 000	
	Report à nouveau	32 725 484	44 716 376
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	7 863 743	-2 990 891
	Situation nette (sous-total)	49 589 227	41 725 484
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		49 589 227	41 725 484
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		5 170 913
Total II			5 170 913
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	20	
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	718 499	581 302
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	823 106	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	103 552 388	106 472 950
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		105 094 014	107 054 252
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		154 683 241	153 950 650
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association Paritaire Nationale d'Information et d'Innovation

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	28 838 301	61 396 075
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	388 089 853	375 614 597
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
	Utilisations des fonds dédiés	4 629 345	3 475 375
	Autres produits	10 711 518	10 153 139
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	432 269 018	450 639 187
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	4 278 559	5 365 413
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	59 743	4 860
	Salaires et traitements	605 233	
	Charges sociales	314 294	134
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	25 363	254 923
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		5 170 913
	Autres charges	420 227 505	442 481 784
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	425 510 700	453 278 028
1. Résultat d'exploitation (I-II)		6 758 317	-2 638 840

Association Paritaire Nationale d'Information et d'Innovation

		Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/12/2022 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 453 867	38 382
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 453 867	38 382
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		1 453 867	38 382
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		8 212 185	-2 600 458
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	51	381 397
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	51	381 397
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-51	-381 397
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		348 390	9 035
Total des produits (I + III + V)		433 722 885	450 677 569
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		425 859 142	453 668 461
EXCÉDENT OU DÉFICIT		7 863 743	-2 990 891
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			



KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Association Paritaire Nationale d'Information et d'Innovation

**Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre
2023**

Montants exprimés en EUR

KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil

Ce rapport contient 16 pages

Table des matières

1	Objet social, nature et périmètre des activités, moyens mis en œuvre	1
1.1	Objet social	1
1.2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	1
1.3	Description des moyens mis en œuvre	2
2	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	3
2.1	Faits caractéristiques de l'exercice	3
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	3
3	Principes et méthodes comptables	4
3.1	Principes généraux	4
3.1.1	Changement de méthode comptable	4
3.2	Dérogations	4
3.3	Principales méthodes comptables	4
4	Informations relatives aux postes du bilan	5
4.1	Actif immobilisé	5
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	5
4.1.3	Modalités d'amortissements	6
4.2	Actif circulant	6
4.2.1	Créances	6
4.2.2	Précisions sur d'autres créances significatives	6
4.3	Fonds propres	7
4.3.1	Fonds dédiés	7
4.4	Dettes	8
4.4.1	Etat des dettes	8
4.4.2	Fournisseurs et comptes rattachés	8
4.4.3	Précisions sur d'autres dettes	8
5	Informations relatives au compte de résultat	10
5.1	Résultats par activité	10
5.2	Produits du compte de résultat	10
5.2.1	Concours publics et subventions	10
5.2.2	Contributions financières	11
5.2.3	Autres produits	12
5.3	Charges du compte de résultat	12
5.3.1	Autres achats et charges externes	12
5.3.2	Salaires et charges sociales et fiscales	13
5.3.3	Autres charges	13



5.4	Résultat Financier	13
5.5	Résultat Exceptionnel	13
5.6	Impôts et taxes	13
5.7	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	13
5.7.1	Contributions volontaires en nature	13
5.7.2	Honoraires des commissaires aux comptes	13

1 Objet social, nature et périmètre des activités, moyens mis en œuvre

1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'APNI a pour objet d'assurer l'interface – lorsqu'elle est désignée par un texte légal, réglementaire, la convention collective, un accord de branche étendu ou tout autre acte juridique – entre les particuliers employeurs et les salariés et l'ensemble des acteurs, dans la mise en œuvre de la politique sectorielle arrêtée par la branche des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile en vue de :

- Assurer l'effectivité par mutualisation de droits sociaux attachés aux salariés
- Mutualiser les obligations employeurs afférentes, le cas échéant à l'appui d'un mandat confié par ceux-ci, et ainsi leur garantir un haut degré de solidarité.

La réalisation de l'objet de l'APNI tel que défini, du fait de la diversité des activités confiées à l'association par un texte légal, réglementaire, la convention collective, un accord étendu de branche ou tout autre acte juridique, implique la création de sections spécifiques, chacune dédiée à un ensemble cohérent de missions.

Au 31/12/2023, 5 sections existent :

- La section « professionnalisation » ;
- La section « activités sociales et culturelles » ;
- La section « prévoyance » ;
- La section « indemnité conventionnelle de départ volontaire à la retraite » ;
- La section « prévention des risques et santé au travail » ;

Les sections ont pour objet de mettre en œuvre la stratégie de déploiement de la politique de la branche dont l'APNI est l'objet.

Chaque section dispose d'un organe décisionnaire nommé « conseil de gestion ».

Les présidents des conseils de gestion appartiennent au même collège que le vice-président de l'APNI.

L'APNI assure la gestion des ressources définies à l'article 7 des statuts.

L'APNI peut mettre en œuvre ses missions prévues par son objet soit directement, soit au moyen d'une délégation, d'une sous-traitance ou d'un conventionnement avec un tiers.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice 2023 correspond à :

- La gestion des fonds des contributions légales, fonds mutualisés et conventionnelles en termes de formation professionnelle continue de la branche des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations stratégiques décidées par la branche en matière de professionnalisation définies par la CPNEFP

- L'activité de gestion des Activités Sociales et Culturelles de la branche.
- La mise en place des activités des sections Prévoyance et Indemnité conventionnelle de Départ volontaire à la Retraite et la gestion des fonds des cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle.
- La mise en place de la collecte des contributions versées par le particulier employeur au titre du fonds du développement du dialogue social et du paritarisme et au titre du FIVED, cette collecte devant être reversée à l'APNG2F, seule habilitée à gérer ces fonds.
- La mise en place des activités de la section Prévention des Risques et Santé au Travail

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'APNI en 2023 afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Contributions à la formation professionnelle (contribution Légale & fonds mutualisés et contribution Conventionnelle)
- Cotisations au régime de prévoyance de branche prévue à l'article 85 et à l'annexe 3 de la convention collective nationale
- Cotisations au régime de l'indemnité conventionnelle de départ volontaire à la retraite prévue à l'article 88 et à l'annexe 4 de la convention collective nationale.
- Fonds attribués à l'APNG2F, association paritaire de la branche.

L'association a bénéficié pour partie de la mise à disposition de personnel afin d'assurer la direction et la gestion administrative et financière de l'association. Le transfert des salariés à l'APNI dans la section Fonctionnement a été réalisé au cours de cet exercice.

Afin de prendre en compte les nouvelles dispositions législatives et nouvelles activités, le périmètre 2023 de l'APNI comprend :

- La section Professionnalisation (PRO)
- La section Activités Sociales et Culturelles (ASC)
- La section IDR (IDR)
- La section Prévoyance (PREV)
- La section Prévention des Risques et Santé au Travail (PRST)

Une comptabilité par section a été mise en place, dans le but de piloter les activités, identifier les flux, respecter le principe d'étanchéité de gestion de chaque section.

Il a également été mis en place une gouvernance par section et une indemnisation pour certains élus des sections et du Conseil d'administration à partir du 1er juillet 2021.

2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Transfert des salariés de l'APNI dans la section fonctionnement
- Mission de contrôle de la Cour des comptes en cours sur la section pro relatif aux composants de l'enveloppe dite « LEGALE », dans le prolongement de l'enquête sur le soutien de l'Etat aux services à la personne et le contrôle de l'OPCO EP, portant sur les exercices 2020-2023.
- Poursuite de l'activité des sections Prévoyance et IDR
- Mission de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), dans le cadre de l'extension du contrôle qu'elle a mené auprès de l'IRCEM, portant sur la gouvernance au sein du groupe prudentiel et ses relations avec l'APNI.
- Poursuite de la mise en place de la section Prévention des Risques et Santé au Travail
- Mise en place de gestion de placements financiers
- Mobilisation d'un consultant externe dans le cadre de la mise en place du Système d'Information autonome
- Convention signée en 12/2023 avec le GIE PE pour assurer la promotion des dispositifs portés par l'APNI notamment à travers son réseau territorial et le site FED (France Emploi Domicile)

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'association ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Dans le cadre de la gestion des contributions légales, fonds mutualisés et conventionnelles et d'après les conventions entre l'APNI et l'OPCO EP, l'association APNI doit satisfaire à certaines obligations en particulier elle s'engage à fournir conformément à l'article D6331-70 du code du travail l'ensemble des informations permettant à l'OPCO EP de satisfaire à ses obligations de transmissions d'informations statistiques, financières et comptables prévues aux articles R.6332-20 et R.6332-32 du Code du travail. Afin de répondre à ses différentes obligations, l'APNI applique volontairement certaines dispositions relatives au règlement comptable ANC 2019-03 du 5 juillet 2019 relatif aux comptes annuels des organismes paritaires de la formation professionnelle et de France Compétences, pour la section Professionnalisation de son activité.

3.1.1 Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

3.2 Dérogations

L'APNI n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

3.3 Principales méthodes comptables

L'APNI utilise les méthodes comptables explicites applicables.

4 Informations relatives aux postes du bilan

4.1 Actif immobilisé

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	81 767			81 767
Immobilisations corporelles	7 848			7 848
Immobilisations financières				
Total	89 615			89 615

Les coûts de développement engendrés par le contrat de cotitularité de propriété intellectuelle sur le logiciel YODA sont passés en charges (iso comptes 2022).

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	49 283	22 748		72 031
Immobilisations corporelles	2 845	2 616		5 461
Immobilisations financières				
Total	52 128	25 364		77 492

4.1.3 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	3 ans
Immobilisations corporelles	Linéaire	3 ans
Immobilisations financières		

4.2 Actif circulant

4.2.1 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	-	-	
Autres	80 827 313	80 827 313	
Charges constatées d'avance	2 246	2 246	
TOTAL	80 829 559	80 829 559	-

(1) Prêts accordés en cours d'exercice
Prêts récupérés en cours d'exercice

4.2.2 Précisions sur d'autres créances significatives

4.2.2.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir s'élèvent à 47 093 783 € au 31 décembre 2023.

Ils concernent essentiellement des fonds à recevoir relatifs aux sections IDR, Prévoyance et professionnalisation.

4.2.2.2 Débiteurs divers

Les créances diverses présentent un solde de 33 733 529 € au 31 décembre 2023.

Elles comprennent essentiellement les avances de trésorerie, solde de financements à recevoir et avoir à recevoir relatifs

- à la section professionnalisation pour 4 949 363 €
- aux sections IDR/ PREV pour 28 784 166 €.

4.3 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
Fonds propres sans droit de reprise					-
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Ecart de réévaluation	-				-
Réserves		9 000 000			9 000 000
Report à nouveau	44 716 376	- 11 990 892	-		32 725 484
Excédent ou déficit de l'exercice	- 2 990 892	2 990 892	7 863 743		7 863 743
Situation nette	41 725 484	-	7 863 743	-	49 589 228
Fonds propres consommables					-
Subventions d'investissement					-
Provisions réglementées					-
TOTAL	41 725 484	0	7 863 743	-	49 589 228

4.3.1 Fonds dédiés

Ressources	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à engager au début de l'exercice (19)	Utilisation en cours d'exercice (7895 ou 7897)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6895 ou 6897)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
		A	B	C	D = A-B+C
DGCS	4 629 345	5 170 913	4 629 345	-	-
TOTAL	4 629 345	5 170 913	4 629 345	-	-

Une convention de subvention a été signée fin 2020 avec la DGCS dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de formation Ambition Enfance Egalité lequel vise la formation des professionnels de l'accueil du jeune enfant afin de leur permettre de mieux répondre et de poursuivre la lutte contre les inégalités qui génèrent les exclusions et les discriminations. Les fonds affectés à ce projet et non utilisés en fin d'exercice ont été comptabilisés en dette à rembourser pour un montant de 541 568 €.

4.4 Dettes

4.4.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	20	20		
- à plus de 2 ans à l'origine	-			
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	718 499	718 499		
Dettes fiscales et sociales	823 106	823 106		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	103 552 389	103 552 389		
Produits constatés d'avance	-			
TOTAL	105 094 014	105 094 014	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

4.4.2 Fournisseurs et comptes rattachés

	Nature	Montant
Fournisseurs	Biens et Services	302 798
Factures non parvenues		415 702

4.4.3 Précisions sur d'autres dettes

4.4.3.2 Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 60 715 465 € au 31 décembre 2023.

Elles concernent :

- pour la section Professionnalisation : les charges engagées relatives aux coûts pédagogiques, salaires et frais de vie ainsi qu'aux charges sociales rattachées au remboursement des rémunérations des stagiaires.
- Pour les sections IDR et Prévoyance : les frais de gestion appliqués sur les produits à recevoir UCN

4.4.3.3 Crédoiteurs divers / Autres dettes

Ils s'expliquent principalement par :

- La section ASC a reçu des avances de trésorerie de la part des associations paritaires. Ces dernières figurent au niveau de la rubrique « associations paritaires » pour 451 K€.
- la section PRO présente :
 - Un compte créditeur vis-à-vis de l'OPCO-EP pour un montant de 13,369 M€ qui correspond pour l'essentiel à un acompte sur le budget 2024 versé en fin d'année par l'OPCO-EP à hauteur de 13,250 M€
 - Un compte créditeur vis-à-vis de l'UCN pour un montant de 198 k€. Il correspond à la différence entre les versements d'acompte selon le budget et les versements réels mensuels de collecte 2023 et à la régularisation calculée par l'UCN au titre de 2021 suite au changement de mode de versement.
- L'arrêté du 23 septembre 2022 portant extension d'avenants à la convention collective de la branche du secteur des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile (n°3239) a pour effet de modifier les dates de bascule des reversements des contributions FIVED et paritarisme de l'IRCEM vers l'APNI (avancées au 1er octobre 2022 au lieu du 1er janvier 2023 initialement). L'APNI sert d'intermédiaire dans la collecte des contributions FIVED et Paritarisme. Elle reverse les fonds reçus à l'APNG2F qui est seule à gérer ces fonds.

Ainsi les sommes à reverser au 31/12/2023 à l'APNG2F représentent 6,014 M€ (fonds FDP) et 2,506 M€ (fonds FIVED).

- Les sections IDR et Prévoyance présentent un compte créditeur vis-à-vis de l'UCN pour un montant de 20,279 M€ qui correspond pour l'essentiel aux acomptes de 12/2023, des frais de gestion de l'APNI et de la régularisation des produits à recevoir

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Résultats par activité

en KE	Exercice 2023							Exercice 2022	
	Section ASC	Section professionnalisation	Section Prévoyance	Section IDR	Section PRST	Fontionnement	Eliminations Inter-sections	Total général	Total général
Produits									
Autres produits	650	672	7 478	1 912	-	1 972	- 1 972	10 712	10 153
Concours publics et subventions d'exploitation	-	28 838	-	-	-	-	-	28 838	61 396
Contributions financières	-	54 852	262 947	70 291	-	-	-	388 090	375 615
Utilisation des fonds dédiés	-	4 629	-	-	-	-	-	4 629	3 475
Autres produits financiers	3	1 306	114	20	-	10	-	1 454	38
Total Produits	653	90 298	270 540	72 222	-	1 982	- 1 972	433 723	450 678
Charges									
Autres achats et charges externes	330	2 234	482	163	139	931	-	4 279	5 370
Autres charges	310	84 394	266 064	71 223	134	74	- 1 972	420 228	442 482
Salaires et charges sociales et fiscales	-	8	-	-	-	971	-	979	-
Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements à réaliser sur fonds dédiés	-	-	-	-	-	-	-	-	5 171
Dotations aux amortissements et dépréciations	13	10	-	-	-	3	-	25	624
Impôts	1	313	27	5	-	2	-	348	22
Total Charges	653	86 960	266 573	71 391	273	1 982	- 1 972	425 859	453 668
Résultat	-	3 338	3 967	832	- 273	-	-	7 864	2 991

5.2 Produits du compte de résultat

5.2.1 Concours publics et subventions

5.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Sur proposition du conseil de gestion dans lequel siègent des représentants de l'APNI, le conseil d'administration de l'OPCO-EP valide les actions et services à mettre en œuvre, en particulier les actions de formation éligibles, les priorités, les critères et les conditions de prise en charge de ces dépenses (D. 6331-68 – I du code du travail) ainsi que les modalités de leur financement. Dans ce cadre, l'OPCO-EP attribue annuellement une contribution à l'APNI au titre du développement des compétences des entreprises de moins de 50 salariés.

Les produits comptabilisés au titre de l'exercice 2023 concernent les fonds mutualisés et la contribution légale versés par l'OPCO-EP à l'APNI section professionnalisation, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 38 de la loi n° 2018-771 et du décret n° 2018-1344.

Le montant des ressources affectées par l'OPCO-EP à l'APNI s'élèvent pour 2023 à 28,84 M€ répartis de la manière suivante :

- Ressources affectées : 28 069 000 €
- Frais de gestion : 769 301 €

5.2.1.2 Subventions

Une convention de subvention a été signée fin 2020 avec la DGCS dans le cadre de la mise en œuvre du plan national de formation Ambition Enfance Egalité lequel vise la formation des professionnels de l'accueil du jeune enfant afin de leur permettre de mieux répondre et de poursuivre la lutte contre les inégalités qui génèrent les exclusions et les discriminations. Les fonds affectés à ce projet et non utilisés en fin d'exercice ont été comptabilisés en dette à rembourser pour un montant de 541 k€.

Le bilan de l'action réalisée par l'APNI pour 2023 fait ainsi apparaître un produit net de fonds dédiés de 4 629 345 €.

5.2.2 Contributions financières

Les contributions financières sont enregistrées dans la comptabilité de l'APNI en fonction des produits déclarés par l'UCN issus des déclarations relatives aux cotisations sociales conventionnelles des employeurs relevant de la branche des particuliers employeurs et de l'emploi à domicile. Ces dernières sont reversées par l'UCN dans le cadre de l'application des textes qui les régissent et de la convention mise en place entre l'UCN et l'APNI.

5.2.2.1 Contributions financières liées à la section professionnalisation

Par accord de branche, les partenaires sociaux ont décidé d'instaurer une contribution conventionnelle supplémentaire au titre du financement de la formation professionnelle au taux de 0,40% au 1er juillet 2019.

Cette contribution est recouvrée par les URSSAF. L'UCN reverse directement celle-ci à l'APNI.

Les produits des contributions financières versées par l'Urssaf Caisse Nationale (UCN) sont reconnus en fonction des cotisations comptabilisées au cours de la période et par millésime.

L'UCN verse des acomptes semestriellement selon un budget déterminé en début d'année. Des frais d'abattement de 0,50% et des frais de gestion de 0,50% sont prélevés sur les appels mensuels de cotisations.

Le montant de la collecte pour l'exercice s'élève à 49 179 741 € dont 42,903 M€ au titre du millésime 2023. Montant auquel viennent s'ajouter 5,673 M€ de produits à recevoir notifiés par l'UCN à l'APNI lors de l'inventaire de clôture annuelle, pour atteindre un total de contribution conventionnelle à la formation de 54 852 412 €.

5.2.2.2 Contributions financières liées aux sections IDR et PREV

Les modalités de versement des cotisations sont identiques dans ces deux sections.

Section Prévoyance : L'UCN reverse à l'APNI les cotisations déclarées (taux de 2,24 %) par les redevables après application de l'abattement pour risque de non-recouvrement (0,5 %) puis déduction faite des frais de gestion (0,5%)

Section IDR : L'UCN reverse à l'APNI les cotisations déclarées (taux de 0,60%) par les redevables après application de l'abattement pour risque de non-recouvrement (0,5 %) puis déduction faite des frais de gestion (0,5%)

Les produits sont comptabilisés par millésime.

Le montant de la collecte, après abattements à la source UCN, s'élève en 2023 à :

*Section PREVOYANCE : 270,398 M€ dont 239,025 M€ versés au titre du millésime 2023

*Section IDR : 72,181 M€ dont 63,830 M€ versés au titre du millésime 2023

5.2.3 *Autres produits*

Ils sont constitués :

- du financement des charges de la section ASC
- des frais de gestion (0.50%) et d'abattement pour risque de non- recouvrement (0.50%) sur les versements par l'UCN des cotisations déclarées par les redevables au titre des sections de prévoyance, Indemnité de départ à la retraite et professionnalisation lesquels figurent en charges et sont pris sur le montant de la collecte brute.
- des frais de gestion de l'OPCO-EP sur la collecte 2023 lesquels figurent en charges et sont pris sur le montant de la collecte brute.

5.3 *Charges du compte de résultat*

5.3.1 *Autres achats et charges externes*

D'un montant total de 4 278 560 €, ils concernent pour l'essentiel :

- De la sous-traitance générale pour 1 183 K€ : il s'agit des frais d'exécution de mandat par IPERIA pour la gestion administrative des dossiers de départs en formation.
- Des prestations d'ingénierie pour l'offre ASC et de gestion de site internet ASC pour 258 K€
- Du personnel détaché pour 296 K€ : l'APNI a missionné des personnels de la FEPEM pour assurer la direction générale, le secrétariat juridique, la gestion financière de l'association, la location des bureaux, le chantier de marque
- Les honoraires d'avocats et consultants pour 1 030 K€.
- Des frais de maintenance et de développement des outils informatiques pour 719 K€

5.3.2 Salaires et charges sociales et fiscales

Par suite du transfert des salariés à l'APNI dans la section fonctionnement, l'Association supporte des charges liées aux salaires et charges sociales pour un montant global de 979 K€.

5.3.3 Autres charges

Elles s'élèvent à 420 227 506 €. Elles correspondent pour l'essentiel :

- à la prise en charge des coûts pédagogiques, salaires, allocations, charges sociales sur salaires et allocations et frais de vie de la section professionnalisation
- aux versements à l'IRCEM des cotisations liées à la prévoyance et à l'indemnité de départ à la retraite

5.4 Résultat Financier

Le résultat financier s'élève à 1 453 867 € et correspond aux intérêts sur les placements.

5.5 Résultat Exceptionnel

Le résultat exceptionnel est non significatif.

5.6 Impôts et taxes

L'impôt sur les sociétés s'élève à 348 390 € et correspond au bénéfice taxable résultant des produits sur les intérêts de placements.

5.7 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

5.7.1 Contributions volontaires en nature

Les apports bénévoles et à titre gratuit sont non significatifs au regard des volumes financiers. Ils n'ont pas fait l'objet d'une estimation.

5.7.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	NSK
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	39 600 €
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	39 600 €